

Décret

du 12 décembre 2002

Entrée en vigueur :

01.01.2003

**relatif à l'aide financière de l'Etat pour les travaux
de l'assemblée constitutive de l'agglomération de Fribourg**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 17 novembre 1999 sur les subventions (LSub);

Vu le message du Conseil d'Etat du 11 novembre 2002;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:***Art. 1** But

L'Etat verse un montant au titre d'aide financière destinée à l'élaboration du projet de statuts de l'agglomération de Fribourg.

Art. 2 Bénéficiaires de l'aide financière

Le montant est versé au bénéfice des travaux de l'assemblée constitutive et sert à alléger le coût à la charge des communes représentées à l'assemblée constitutive.

Art. 3 Montant

Après déduction de la contribution de la Confédération, l'aide financière de l'Etat s'élève à 50% des frais de l'assemblée constitutive, mais au maximum à 100 000 francs par année.

Art. 4 Modalités d'octroi

L'aide financière est octroyée sous la forme d'une contribution non remboursable et sur la base d'une convention à passer entre l'Etat et l'assemblée constitutive. Pour le reste, la législation sur les subventions est applicable.

Art. 5 Entrée en vigueur

Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003 et expire le 31 décembre 2005.

Art. 6 Referendum

Ce décret est soumis au referendum législatif facultatif. Il n'est pas soumis au referendum financier.

Le Président:

P. SANSONNENS

Le 1^{er} Secrétaire:

R. AEBISCHER